

L'Adresse—M. Jamieson

● (1302)

Comme il est 1 heure, monsieur l'Orateur, je voudrais dire en terminant qu'après le déjeuner, j'exposerai quelques-uns des moyens que nous comptons prendre pour atteindre ce but.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures cet après-midi.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

● (1402)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Quand nous avons suspendu nos travaux à une heure, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) avait la parole.

M. Jamieson: Merci beaucoup, monsieur l'Orateur. Au moment de l'ajournement pour le déjeuner, je disais que la dimension internationale du problème économique actuel était telle que pratiquement tous les dirigeants des pays occidentaux industrialisés avaient reconnu que nous assistions à un changement permanent des structures économiques mondiales, provoqué surtout par les changements spectaculaires de la situation énergétique qui, elle, était évidemment attribuable aux prix qui avaient quadruplé. J'avais également fait remarquer que même si nous avions connu des moments difficiles dans le monde occidental et dans le monde industrialisé depuis 1974, le rendement de l'économie n'était pas aussi mauvais que bon nombre l'avaient prédit, et que la société démocratique et libre avait fait preuve de beaucoup plus de souplesse que ce dont même certains de ses défenseurs l'avaient cru capable à l'époque.

Un autre aspect de la situation nous rassure. Depuis 1974, en effet, nous avons également vu se développer des associations internationales dont j'ai nommé quelques-unes, l'OCDE, les conférences au sommet, le Fonds monétaire international et d'autres. Elles ont encore une fois fait la preuve que le monde libre est capable de s'unir pour faire face à certains des aspects les plus difficiles de cette situation mondiale sans précédent.

Si nous ne pouvons guère dire que les conditions en 1977 soient normales, si tant il est vrai que nous puissions utiliser cette épithète pour qualifier les conditions actuelles dans le monde, le fait est qu'elles se sont améliorées. Quiconque examine les chiffres se rapportant aux pays de l'OCDE constate avec encouragement que le taux d'inflation a beaucoup fléchi par rapport à ce qu'il était en 1974. Il avoisinait les 14 p. 100 à l'époque. En 1975, l'action concertée dont j'ai parlé a réduit l'inflation à un peu plus de 11 p. 100. A l'heure actuelle, alors que nous ne disposons pas encore de toutes les données pertinentes, car elles ne seront pas disponibles avant novembre ou décembre, nous pouvons raisonnablement escompter que le taux moyen de l'inflation dans le monde industrialisé se situera

[M. Jamieson.]

autour de 8 p. 100, certains pays étant naturellement en meilleure posture que d'autres.

J'ajouterais que même si les chiffres concernant le Canada sont déplorables et certainement beaucoup trop élevés, les données de l'OCDE indiquent que seuls deux pays, soit les États-Unis et l'Allemagne, ont connu des niveaux d'inflation inférieurs à celui du Canada à venir jusqu'à mai 1977, c'est-à-dire depuis à peu près 12 mois. Les taux d'inflation ont donc légèrement diminué.

● (1412)

A la réunion au sommet tenue à Londres en mai dernier, les représentants ont atteint certaines conclusions qu'a confirmées par la suite le groupe de l'OCDE réuni à Paris au mois de juin. On a convenu, comme je l'ai déjà dit, que des changements fondamentaux s'étaient produits et qu'il fallait procéder autrement. Tous les pays membres de l'OCDE ont conclu que nous connaissions une situation nouvelle dans la mesure où nous étions assaillis à la fois par un taux d'inflation et un taux de chômage élevés. En outre, tous les pays de la communauté internationale n'ont pas les mêmes moyens de faire face à une telle situation et leurs problèmes sont différents. Par exemple, ceux des États-Unis sont entièrement différents de ceux du Japon même si, pour employer une expression populaire, nous sommes embarqués dans le même navire.

Il a donc été décidé, à la réunion de Londres, que les pays qui ont une économie forte s'engageraient à offrir certains stimulants tandis que ceux dont l'économie est plus faible prendraient toutes les mesures possibles, en matière d'incitation, mais chercheraient également à accroître celle-ci en réduisant les dépenses publiques et par d'autres moyens. Six mois se sont écoulés depuis que ces décisions ont été prises. De toute évidence, les deux pays dont l'économie est la plus forte, à en juger par les statistiques, sont le Japon et l'Allemagne. Ces deux pays ont annoncé il y a quelques semaines certains programmes de stimulants destinés à accroître la demande à la consommation, ce qui entraînera une augmentation de la demande de produits importés et fournira une aide aux pays exportateurs dont l'économie est plus faible.

Par contre, il faut bien préciser que cela n'a pas toujours été facile. Dans le domaine de la modération à l'échelle nationale, tous les pays l'un après l'autre ont signalé qu'ils sont tenus par un certain niveau de dépenses établi au cours des années et que renoncer brutalement à divers programmes entraînerait des bouleversements considérables. Il importe de se rappeler, dans le cadre de cette lutte contre l'inflation d'une part et contre le chômage de l'autre, que s'ils ne sont pas manipulés avec une extrême prudence, les stimulants tendent à accroître l'inflation et que si l'on vise à la stabilisation en prenant des mesures trop restrictives, on tend à accroître le chômage. Selon l'évaluation faite six mois après la décision prise au sommet, le réaménagement n'a pas été aussi important qu'on l'avait prévu, et il faudra attendre 1978 avant que ne se manifestent dans les économies de l'Allemagne et du Japon par exemple, l'effet des mesures qui ont été prises.